

BULLETIN DES RÉGIONS

RÉSEAU SOLIDARITÉ Itinérance du Québec

Photos : David Viannay
à gauche : action du 18 décembre
2006 (Montréal) à droite : action du
26 octobre 2006 (Ottawa)



Table des matières

- Bilan de la campagne électorale et défis pour le nouveau gouvernement : pp. 2-3
- Les nouvelles d'Ottawa : p. 3-4
- Retour sur la rencontre sur la mobilisation (février 2007) : pp. 5-7
- Le Québec à Winnipeg : pp. 8-9
- Capsule du Collectif de recherche sur l'itinérance : pp. 9-10
- Recherche sur l'intervention auprès des personnes itinérantes à Laval : pp. 10-11
- Quelques événements à venir : p.11
- Le soutien communautaire en logement social : ça change des vies ! : p. 12
- Informations générales sur le RSIQ : p. 12

**La prochaine édition du Bulletin des régions
est prévue pour Juin 2007.**

Pourquoi ne pas nous donner des nouvelles de votre région ?

L'itinérance et les Élections du 26 mars

LE BILAN DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Le 23 mars, le RSIQ faisait le bilan de la campagne en conférence presse avec le FRAPRU et le Front commun des personnes assistées sociales du Québec.

L'événement s'est déroulé à l'entrepôt du sac à dos (Action réinsertion) à Montréal. Merci encore à l'équipe et aux usagers et usagères pour leur accueil chaleureux.

Photo : Véronique Laflamme



Voici les notes que se sont mérités les 3 principaux partis et les commentaires faits sur les bulletins de note par les 3 regroupements sur les enjeux pauvreté, itinérance et logement.

	<i>PAUVRETÉ</i>	<i>LOGEMENT</i>	<i>ITINÉRANCE</i>	Note attribuée
 Parti Libéral du Québec	augmenter la prime au travail pour les personnes seules de 45 ans et + aucune mesure pour les assistés sociaux les transferts d'Ottawa iront plutôt en baisses d'impôts !	Aucun engagement	60 millions \$ additionnels pour la mise en œuvre du plan de santé mentale 70 millions \$ additionnels pour les autres « clientèles vulnérables » (femmes victimes de violence, joueurs compulsifs, itinérants, toxicomanes)	D
Action Démocratique du Québec	hausse des prestations pour inaptes retour au travail de 25 000 aptes : l'ADQ veut économiser 175 millions \$ sur le dos des plus pauvres !	Annonce tardive : poursuite programmes existants	Aucun engagement 	D
 Parti Québécois	Indexer pleinement prestataires aptes de l'aide sociale	Annonce tardive : poursuite programmes existants + financement du soutien communautaire en logement social	Mettre en place une Politique en itinérance en concertation avec le milieu	C

Quant aux tiers partis, le Parti Vert du Québec échoue lamentablement son test par l'absence totale de mesures en matière de pauvreté, de logement et d'itinérance (ces deux derniers enjeux n'étant même pas nommés dans leur plateforme). Québec Solidaire en revanche a répondu à nos demandes par des

engagements positifs aussi bien en matière de pauvreté (hausse de l'aide sociale et du salaire minimum) qu'en ce qui concerne le logement (8 000 nouveaux logements sociaux par année dont 4 000 financés par le Québec); QS a également proposé des mesures pour lutter contre l'itinérance.

LES DÉFIS DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le raz de marée adéquate dans plusieurs régions et dans la couronne montréalaise nous amène à une situation inédite depuis plus d'un siècle : un gouvernement québécois minoritaire, les Libéraux de Charest ont perdu plusieurs ministres, l'ADQ forme l'opposition officielle et le PQ aura la balance du pouvoir. Outre l'instabilité inhérente à un gouvernement minoritaire, la situation est particulière du fait de l'inexpérience d'un grand nombre de nouveaux députés de l'ADQ et de la fragilité du PQ et de son chef qui a récolté la même proportion de voix qu'à ses tous débuts.

NOS DÉFIS DANS CE CONTEXTE

Les Libéraux devront vraisemblablement faire des compromis sur leur programme (déjà fort peu intéressant en matière de lutte à l'itinérance) avec une opposition officielle qui tirera encore davantage vers l'allègement de l'État québécois, vers la privatisation en santé, vers des mesures qui favorisent la classe moyenne, et ce même si cela doit se faire au détriment des plus pauvres.

Nous devons composer avec une opposition officielle pas plus favorable à l'amélioration du revenu des plus pauvres que ne le sont les Libéraux. Il faudra aussi rappeler à Dumont ses promesses tardives de poursuivre les investissements en logement social et le convaincre de pousser dans cette voie sur les Libéraux réticents. Il faudra sans doute faire encore beaucoup de sensibilisation auprès des députés en matière d'itinérance. Un bon point tout de même : l'ADQ s'était positionné favorablement pour la tenue d'une commission parlementaire sur l'itinérance, de même que le PQ, ce qui pourrait nous faciliter la tâche pour relancer la demande au cours des prochains mois.

Le travail de représentation politique que réalisent le RSIQ et ses membres est d'autant plus nécessaire dans un tel contexte et la plateforme « Pour une Politique en itinérance » est d'autant plus pertinente et utile. Les régions nouvellement adéquates seront particulièrement mises à contribution.

Le vote des personnes itinérantes

Même sans adresse fixe, les personnes itinérantes n'en demeurent pas moins des citoyens. Dans plusieurs ressources en itinérance, on a encouragé leur participation au scrutin du 26 mars. Des attestations ont été fournies afin de servir de preuve de résidence aux usagers et usagères, afin qu'ils et elles puissent s'inscrire sur les listes électorales. Le Directeur général des élections a été sensibilisé à cet enjeu et quelques efforts ont été faits en ce sens. Toutefois, le vote des personnes itinérantes reste marginal.

Quelles nouvelles d'OTTAWA ?

Mesures de transition : ça coince dans plusieurs régions.

Dans la plupart des régions, la sélection des comités locaux d'analyse a satisfait les promoteurs, les Agences ont recommandé tous les projets présélectionnés pour bénéficier des mesures de transition et le comité conjoint de gestion (CCG) ¹ ont envoyé les projets pour signature au ministre fédéral Monte Solberg. Ce dernier a signé les projets du Québec le 29 mars, à temps pour que les groupes puissent prolonger leurs activités. Ce sont près de 200 postes qui seront prolongés jusqu'au 31 décembre 2007 grâce à ces mesures. Près de 13 millions \$ y seront consacrés.

¹ Le CCG est formé de fonctionnaires du MSSSQ et du Secrétariat régional pour les sans-abri qui sont responsables de l'application de l'entente Canada-Québec.

C'est un gain important que nous avons obtenu à force de mobilisation jusqu'à la veille de Noël, à force d'insister sur les conséquences dramatiques d'un éventuel bris de services dans les milieux.

Toutefois, quelques refus sont à déplorer. Avec le refus du CCG d'accorder des mesures de transition pour la concertation, le RAIQ perd le financement de son poste d'adjointe administrative (un poste sur 2), occupé actuellement par Renée Maurice. En Montérégie, l'Agence a pris seule la décision de couper 6 postes, semble-t-il pour ne pas excéder les limites budgétaires imposées de 9/12^e (limites qui n'avaient pas été communiquées au comité local d'analyse). Service Canada a refusé la prolongation d'au moins un projet FRASA (Un toit pour tous dans Laurentides / Lanaudière).

Pour Québec, le refus concerne 0.01% des enveloppes consacrées aux mesures de transition dans la région. Il n'y a donc pas là une volonté d'économiser de l'argent pour en laisser davantage aux nouveaux projets IPLI, mais bien un enlèvement politique vers le refus de certaines catégories de projets; il faut donc s'attendre à ce que les modalités du nouveau programme – toujours inconnues du milieu jusqu'ici – excluent les activités de sensibilisation, concertation, représentation, défense de droits. On nous dit toutefois au Secrétariat pour les sans-abri que les nouveaux projets seront plus larges que les mesures transitoires, sans d'autres précisions.

Le milieu de Longueuil est touché avec la perte de plusieurs d'agents de développement, d'intervenants et de la permanence de la Table. Les 5 promoteurs concernés n'ont eu que la nouvelle très tardivement et ne sont pas en mesure de se conformer à leurs obligations légales par rapport à leurs salariés, de même qu'à celles morales envers leurs usagers. La Table de concertation des sans domicile fixe de Longueuil / Rive-Sud (ci-contre des membres de la Table à Ottawa le 26 octobre dernier avec Maka Kotto du Bloc Québécois) perd sa coordonnatrice (et seule employée), Diane Delorme. Le financement de la Nuit des sans-abri est aussi coupé (c'est le cas à Québec) ou carrément supprimé (c'est le cas à Longueuil) selon les régions.



Les promoteurs concernés par ces refus entendent faire appel de cette décision. Au niveau national, nous appuierons les actions des régions.

Nouveaux projets IPLI : on attend impatiemment des nouvelles !

Ce que le milieu souhaite, ce sont des investissements via un programme généraliste (tel qu'IPAC) et selon les besoins déterminés par le milieu. Il y a aussi un problème du côté des **délais** actuellement pressentis pour le démarrage de nouveaux projets IPLI. On parle au SRSA de janvier 2008 pour le début des premiers projets alors que cela pourrait être fait plus tôt au cours de l'automne 2007. Les modalités viennent juste d'être approuvées par le Conseil du trésor; les négociations avec le MSSS n'ont pas avancées; donc elles ne peuvent être connues, ce qui ralentit le processus, tant au niveau des plans communautaires que chez les promoteurs pour la conception des projets.

Pour faire accélérer la machine, il est crucial que chaque région se prépare en réalisant le bilan de son plan communautaire et en commençant à travailler rapidement sur le prochain. C'est un complément indispensable à nos représentations. **UNE CAMPAGNE DE FAX VOUS SERA AUSSI ENVOYÉE BIENTÔT.** On vous tient au courant !

Budget fédéral du 19 mars 2007 : aucune surprise du côté de l'itinérance puisque des montants avaient déjà été annoncés en décembre. Nous déplorons qu'Ottawa n'ait pas profité des surplus faramineux de la SCHL pour annoncer de nouveaux investissements en logement social. Et on a vu ce que Charest veut faire des transferts d'Ottawa : des baisses d'impôt !

LA MOBILISATION POLITIQUE

Synthèse de la rencontre des 8 et 9 février 2007 sur la Politique en itinérance du RSIQ

Le comité de coordination (COCO) du RSIQ a tenu une rencontre élargie (une assemblée spéciale en quelque sorte) à laquelle toutes les régions membres ont été conviées les 8 et 9 février dernier. L'objectif de cette rencontre était de faire le point sur la Politique en itinérance (la dernière demie journée a été consacrée au dossier du financement fédéral) :

- ✓ revenir au fondement de la Politique : les droits des personnes;
- ✓ échanger sur la mobilisation;
- ✓ faire le bilan des activités menées jusqu'ici;
- ✓ enfin prendre des décisions sur des actions à mener au cours des prochains mois en étant mieux outillés.

Nous présentons ici une synthèse des présentations et des discussions qui ont eu lieu lors de ces 2 journées auxquelles une trentaine de personnes d'une dizaine de régions ont participé.



Droit au logement, droit à un revenu : le concept de DESC

Alexa Leblanc de la Ligue des droits et libertés est venue nous éclairer sur les droits économiques, sociaux et culturels (DESC). Droit à l'alimentation, droit au logement, droit à l'éducation, droit au travail, droit à l'aide sociale, font partie d'un ensemble de droits, les DESC qui font le pendant aux droits civils et politiques et forment avec eux le grand ensemble des droits humains. Pour des raisons historiques, ces droits ont été traités séparément, même si l'on reconnaît maintenant qu'ils sont liés et que leur réalisation est interdépendante. Le Canada et les provinces ont adhéré il y a plus de 30 ans au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) qui prévoit la réalisation progressive des DESC et à la mesure des moyens de chaque État.

Lors de la dernière évaluation de la performance du Canada en matière de DESC, le gouvernement s'est à nouveau fait « taper sur les doigts » par un Comité des Nations Unies. La Ligue (qui avait coordonné le Rapport social pour le Québec) utilise les recommandations internationales pour dénoncer les reculs (malgré l'obligation de progressivité) au niveau de : 1 – la protection des droits, 2 – l'obligation de répondre à ces droits et 3 – la mise en œuvre de politiques et programmes. La Ligue mène une lutte pour faire reconnaître ici la prépondérance des droits économiques, sociaux et culturels dans la Charte québécoise, ce qui permettrait de lui soumettre les autres législations (par exemple, la Loi sur l'aide sociale) et d'avoir des recours contre l'État.

François Roy de Gatineau nous a amené, à partir d'un parcours individuel d'une personne qui a connu l'itinérance, une lecture de la réalité en fonction des dénis des droits que cette personne a subis (droit à l'éducation, droit à la santé, droit à un revenu suffisant...).

Les présentations ont ouvert la discussion sur l'ampleur et l'énergie que l'on doit mettre sur la reconnaissance des DESC. Si tout le monde reconnaissait l'importance des droits fondamentaux qui sous-tendent nos revendications et forment le cœur de la Politique en itinérance, il n'y avait cependant pas consensus parmi les membres sur l'énergie à consacrer à la lutte pour la reconnaissance pure et

simple de ces droits (par ex, l'inscription dans la Charte). Des gains plus concrets peuvent être plus faciles à atteindre en même temps que plus mobilisateurs (ex : revendiquer la construction de logements sociaux plutôt que le droit au logement).

La mobilisation : convaincre ou lutter ?

Bill Clenett, un militant de longue date dans la lutte à la pauvreté et dans le secteur du logement, nous a partagé ses expériences et ses réflexions sur les stratégies de mobilisation et de lutte sociale, notamment concernant : la visibilité médiatique, l'utilisation de vedette comme porte-parole, la recherche d'alliances avec le communautaire et/ou les partis politiques.

Le défi de mobiliser a été nommé, notamment les personnes directement concernées par l'objet de la lutte : il est plus facile de mobiliser des locataires que des assistés sociaux à cause des préjugés véhiculés dans la société (même si souvent ce sont les mêmes personnes). La mobilisation comporte des actions ponctuelles mais c'est davantage un processus continu qui laisse une large place à l'éducation populaire.

À partir d'exemple de luttes comme celle du Collectif pour une Loi sur l'élimination de la pauvreté (Loi 112), Bill affirme qu'il faut davantage **mobiliser pour créer un rapport de force** que de convaincre (argumenter) des décideurs et décideuses qui savent très bien ce qu'ils font et l'impact de leurs décisions sur les démunis (c'est une question de choix politique).

Avec la Politique en itinérance, le RSIQ a réellement développé ses arguments (pour convaincre). Cela était nécessaire pour avoir un discours cohérent qui représente le point de vue du milieu. Il nous faut maintenant mobiliser pour créer un rapport de forces avec les gouvernements sur les questions relatives à l'itinérance.

Bilan des actions menées autour de la Politique en itinérance

Au national, comme en ont fait état les précédents bulletins, de nombreuses actions ont été menées sur la globalité de la plateforme : lancement médiatique (ci-contre à l'Assemblée nationale), dépôt au gouvernement, diffusion très large, représentations auprès de plusieurs ministères et auprès des partis politiques.

À l'automne, le RSIQ a fait la demande de la tenue d'une **commission parlementaire** sur l'itinérance, demande soutenue par le Parti Québécois et appuyée par l'ADQ mais qui a été rejetée par la majorité des membres de Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale (le 13 décembre dernier).



Des rencontres ont aussi été réalisées avec une dizaine de regroupements communautaires nationaux pour explorer les voies de collaboration sur la base de nos revendications communes. La plateforme est, à cet égard, une excellente carte de visite qui démontre de la crédibilité du RSIQ.

Enfin, le RSIQ a poursuivi son implication au sein du groupe de travail sur le **cadre de référence** en itinérance du MSSS sur la base des positions adoptées dans la plateforme, notamment en poussant pour un élargissement au-delà du seul domaine de la santé. La prochaine rencontre est prévue mi-avril.

Dans les régions, la diffusion faite par les concertations a été large, en leur sein, comme auprès d'autres groupes et regroupements communautaires et de partenaires institutionnels (Agences de la santé, CSSS, centres de détention, commissions scolaires, CLE, OMH, municipalités, etc.). Les élus ont aussi été ciblés. Des lancements ont été faits dans les tables, d'autres sont à venir. Peu de lancements étaient publics. Deux régions ont annoncé une tournée de leurs groupes (CA, équipe de travail, usagers-usagères...) La Nuit des sans-abri a été un tremplin dans beaucoup de régions, malgré la météo. Cette

année, le comité national a adopté la Politique comme revendication de la Nuit. Le RSIQ participait d'ailleurs à la conférence de presse nationale de promotion de la Nuit. Le RAPSIM organise le 18 avril 2007 une assemblée publique sur la question.

Les activités menées sont très inégales d'une région à l'autre. Il va falloir créer des occasions pour parler de la Politique dans les régions au cours des prochains mois.

Les participants et participantes ont nommé certains défis :
Prioriser les revendications à porter parmi les 94 de la plateforme;
Maintenir la crédibilité et la visibilité acquises avec la Politique.

Saisir l'opportunité du moment ou la créer

Pierre Gaudreau de Montréal nous a fait réfléchir sur les *momentums* dans nos actions politiques et publiques. Il s'agit d'opportunités pour des interventions, opportunités qui nous sont imposées par l'actualité (ex : budget, élection, blâme de l'ONU, 20 ans de l'Année internationale du logement et des sans-abri) ou opportunités que l'on peut créer.

Pour créer et utiliser les *momentums*, il est important d'être prêt, d'être clair, d'avoir des priorités, d'où la nécessité de planifier et bien se préparer.

Discussion – échanges sur la mobilisation

Les groupes mobilisent tous...il y a un potentiel de mobilisation, la preuve, des centaines de personnes participent à nos actions. Beaucoup de défis à la mobilisation ont été nommés (certains groupes sont apolitisés, certaines personnes n'y croient pas, manque de temps, manque d'outils, manque de préparation, besoin de délais...)...mais beaucoup de solutions aussi (travail face à face, éducation populaire, outils de mobilisation et organisation logistique).

Il faut redonner du sens à nos services : on ouvre des soupes populaires parce que les gens ont faim et si les gens ont faim c'est parce que la richesse est mal répartie ! Beaucoup de travail est à faire là-dessus : on oublie trop souvent le sens de nos services.

Il n'y a pas d'actions idéales...mais toutes sont utiles.
La mobilisation est un processus. Il faut mobiliser en continu, et pas seulement sur des actions ponctuelles...
Il faut mobiliser largement : Mobiliser la recherche, mobiliser les étudiantEs.

Passer à l'action !

Tous les échanges ont servi à alimenter les discussions qui ont suivi sur le plan d'action en tant que tel. Notre objectif au cours des prochains mois est la poursuite de la diffusion de la Plateforme du RSIQ et la mise en avant de nos revendications.

Plusieurs activités sont prévues qui vont requérir la contribution de la permanence, du COCO, de l'exécutif et bien sûr pour une large part, les membres dans l'ensemble des régions. Ont notamment été discutées les activités à mener dans le cadre des élections générales à Québec (il faut rappeler que la rencontre s'est tenue une dizaine de jours avant le déclenchement des élections) et au fédéral dans l'éventualité du déclenchement d'élections à Ottawa. On va bien sûr poursuivre les présentations, les activités de lancement et d'appropriation en région de même que l'**exercice de priorisation** amorcé dans les régions. Il a également été convenu de se servir du 20^e anniversaire de l'Année internationale du logement des sans-abri pour rendre visible la Politique.

AVIS DE RECHERCHE : Le RSIQ monte un comité pour travailler sur un plan d'action et de communication pour les 20 ans de l'Année internationale du logement et des sans-abri. Nous cherchons des personnes de toutes régions travaillant au sein d'organismes ou d'institutions partenaires, disponibles environ une fois par mois. La première rencontre devrait avoir lieu fin avril. Contactez-nous !

Le Québec à Winnipeg

Par Benoit Poirier du Regroupement des OBNL d'habitation et d'hébergement avec support communautaire en Outaouais (ROHSCO)

Les 19 et 20 février dernier, la division de la recherche sur la politique stratégique de Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC) organisait à Winnipeg un atelier concernant les **solutions à long terme pour le logement et le soutien destiné aux personnes itinérantes ou à risque d'itinérance**. Cet atelier visait deux objectifs : 1- mieux comprendre les solutions qui permettent d'accroître l'accès à des mesures de soutien adaptées aux personnes ayant des troubles de santé mentale et de toxicomanie 2- mieux comprendre les solutions qui assurent une certaine souplesse et peuvent être, au besoin, prolongées à long terme. Deux Québécois y participaient : Benoit Côté de PECH (organisme de santé mentale à Québec) et Benoit Poirier du ROSCHO.

Même si l'objet de la rencontre visait particulièrement les solutions destinées aux personnes vivant avec des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie, les pistes de solutions que s'échangeaient les participantEs touchaient plus largement l'accès à des logements et à du support communautaire. En effet, la grande majorité des participantEs ont insisté sur **l'importance de favoriser des solutions qui s'adressent à l'ensemble des personnes fragilisées plutôt qu'en centrant les efforts sur une ou deux catégories de problématiques que vivent ces personnes**. De plus, les organismes qui ont été appelés à faire une présentation favorisaient tous des formules de logements sociaux ou abordables et des formes variées de support communautaire.

Le ROHSCO y a présenté la formule Coopérative de solidarité aux organismes d'habitation de l'Outaouais. Même si le ROHSCO n'est pas une ressource de première ligne auprès de populations itinérantes ou à risque d'itinérance, il est un véritable laboratoire de mise en commun d'expertises et de ressources au service des OBNL qui offrent du logement social avec support communautaire. Plusieurs participantEs ont eu de la difficulté à saisir l'approche présentée parce que leur réalité est bien différente. **En effet, si le Québec se distingue par ses nombreux OBNL de 10 à 50 unités, beaucoup d'OBNL canadiens gèrent plutôt 500 à 1000 unités d'habitation**, et parfois beaucoup plus ; ce sont de véritables complexes immobiliers ! Par exemple, l'OBNL Woodgreen embauche 400 employéEs et a mis sur pied une équipe de 1000 bénévoles pour accompagner plus de 35 000 personnes dans l'est de Toronto. Ils ont également construit plus de 430 unités d'habitation. Cet OBNL-H gère presque autant d'unités que le ROHSCO en regroupe ! Pour mettre en place un support communautaire dans ces conditions de très grande échelle, il faut se tourner vers différentes approches. L'approche «Housing first» développée par Pathway to Housing à New York et aujourd'hui largement répandue au États-Unis a suscité la réflexion des chercheurEs et des participantEs. Une fois que les personnes ont un toit sur tête, des équipes multidisciplinaires ambulantes suivent un horaire de visites auprès des locataires qui en ont besoin.

Il faut mentionner ici que la rencontre a permis de confronter la vision du logement social au Québec avec celle qui prévaut à l'extérieur du Québec : ailleurs, on parle de logement abordable qui coûte de 30 à 50 % du budget des locataires ! La vision du support communautaire est également différente. Dans bien des cas, c'est du soutien à la personne qu'ils offrent, pas du support communautaire, ce qui serait ici du travail en santé et services sociaux, du domaine du maintien à domicile offert par les CSSS. Il est aussi important de souligner que les sources de financement des OBNL hors Québec sont différentes d'ici : fondations privées et dons directs du public occupent des proportions importantes, tant pour l'intervention que pour l'acquisition d'immeubles qui se fait souvent en dehors de programmes gouvernementaux (qui n'existent pas). Les municipalités prennent également une part supérieure du financement des groupes.

Les participantEs ont priorisé les points suivants pour dégager des enjeux à soumettre à l'équipe de la Division recherche du RHDSC :

- 1- Il manque actuellement de leadership, de volonté politique

Les participantEs ont déploré l'absence de décideurs(euses) qui « déchirent leur chemise » sur les questions de la pauvreté, de l'itinérance et du manque de logements.

2- Le financement est soit insuffisant ou complètement absent ;

Rappelons que le Québec et la Colombie Britannique sont actuellement les seules provinces qui offrent un programme de construction de logements sociaux et abordables. En ce qui concerne les mesures de soutien au revenu, les réalités sont également différentes d'une province à l'autre.

3- Il faut développer et/ou maintenir les lieux de concertations et de collaborations intersectoriels. Même s'il est difficile de développer et de maintenir des lieux de concertations intersectoriels, la collaboration de tous les partenaires est essentielle si l'on veut agir efficacement : communautaire, institutionnel, milieux de la recherche, groupes de défense de droit, etc.

4- Il faut une stratégie pancanadienne de lutte à l'itinérance et d'habitation.

Rappelons qu'actuellement il n'existe aucune stratégie en ce sens. On peut bien demander aux partenaires d'agir en concertation mais, sans politique et sans financement, on finit par broyer collectivement du noir et par se démobiliser ! La majorité des provinces dépendent d'initiatives du gouvernement fédéral qui, à l'exception d' IPAC/IPLI, sont plutôt rares.

Mise à part le sentiment d'avoir eu à «refaire la roue» encore une fois (vous conviendrez que les conclusions mentionnées ci-haut ne sont pas de grandes découvertes), le contact avec d'autres réalités et d'autres approches fut très intéressant ! Les recherches devront tenir compte de la pluralité de réalités et d'enjeux qui varient d'une province à l'autre, d'une culture à l'autre. C'est un beau défi ! Les chercheuses et chercheurs du HRDSC se réuniront bientôt en colloque pour tirer des conclusions des expériences et connaissances partagées ainsi que des sujets de recherches qui leurs ont été soumis par les participantEs.

Recherche en itinérance

Capsule du CRI

Par Isabelle Tardif, chargée de projet

Nous poursuivons la démarche entreprise par le CRI à l'hiver 2006 pour dynamiser les liens entre les milieux de la recherche et de la pratique. Nous vous présentons dans ce bulletin le résumé de l'entrevue effectuée auprès de Jacob Amnon Suissa, professeur à l'école de travail social de l'UQAM. Celui-ci a livré ses impressions sur les besoins et défis de la recherche en matière d'itinérance.

Constats par rapport au phénomène de l'itinérance

Suissa s'en remet aux déterminants sociaux et économiques pour expliquer l'augmentation significative du nombre de personnes touchées par l'itinérance : plus récemment, la mondialisation de l'économie et la crise du logement. L'affaiblissement des réseaux sociaux et l'explosion de l'individualisme sont également des facteurs qui y contribuent. Les facteurs culturels jouent également un rôle : à titre d'exemple, le taux de personnes étant affectées un jour ou l'autre par l'itinérance demeure très faible chez les populations immigrantes. Ces personnes, bien qu'étant en situation de grande vulnérabilité économique, ont souvent des liens sociaux forts les protégeant contre les possibles ruptures menant à l'itinérance. De plus, on remarque que ces populations ne demeurent pas longtemps précaires; en une ou deux générations, elles accèdent généralement à la propriété.

Intérêts de recherche par rapport à ces constats

Les intérêts de recherche de Suissa s'articulent autour de la compréhension des fonctions des nouvelles formes d'appartenance dans la société. Selon lui, **l'itinérance concerne d'abord et avant tout la non appartenance et la distanciation par rapport à la société**. C'est dans la nature des relations que l'individu entretient avec son environnement que ce dernier pourra améliorer ses conditions de vie.

Dans ce sens, les mouvements anonymes pour les personnes ayant un problème de santé mentale et/ou de dépendance lui paraissent une avenue particulièrement intéressante à explorer. Ces réseaux

d'appartenance jouent un rôle relais dans l'appartenance temporaire et dans la possibilité d'exprimer ses émotions sans être jugé. Ces nouvelles formes d'appartenance contribuent à l'atteinte d'un certain équilibre et au renouvellement des individus.

Or, bien que les mouvements anonymes tentent d'aider les individus, ils sont porteurs d'une vision de l'individu qui lui semble critiquable. En effet, ces derniers suggèrent que l'individu dépendant est victime de forces sur lesquelles il n'a pas de contrôle, supposant ainsi **une vision déterministe de l'individu**. Quels sont les effets d'une telle idéologie sur les personnes en difficulté? Comment l'individu peut-il devenir autonome lorsqu'il doit admettre qu'il est impuissant? Comment, dans ce contexte, le changement est-il possible? Selon Suissa, ces mouvements amènent les individus à adopter la « personnalité de l'étiqueté » : ils en viennent à se construire une identité en fonction de cette idéologie (malade à vie, personne impuissante, le changement passe par une instance supérieure, etc.). Ce discours lui semble paradoxal puisque d'un côté, on leur fait admettre qu'ils n'ont pas de contrôle sur leur consommation de substances, de l'autre, on leur demande de changer leur comportement. La compréhension de la place qu'occupent ces espaces de socialisation est une piste de recherche dans laquelle il aimerait s'investir prochainement.

Second regard sur l'itinérance à Laval

Par Lalie Bélanger-Dion, chercheure

À partir des constats du portrait du phénomène de l'itinérance sur le territoire de Laval réalisé en 2000², Travail de rue île de Laval (TRIL) a réalisé grâce à un financement IPAC 2, une étude complémentaire au portrait afin de l'actualiser en vue de la rédaction du prochain plan communautaire en matière d'itinérance. Pour cela, des entrevues ont été menées sur le territoire de Laval de novembre 2006 à janvier 2007.

Si le phénomène de l'itinérance en milieu urbain a été constitué comme champ d'étude et d'intérêt plus marqué depuis plus d'une vingtaine d'années, ce n'est qu'au cours des dernières années, dans la foulée des investissements du gouvernement fédéral que les champs de recherche se sont étendus et ont permis d'amorcer la réflexion sur le phénomène hors métropole. Une étude réalisée à l'automne 1998 par le Groupe de recherche d'intérêt public de l'université McGill (GRIP), indiquait que 70 % des personnes itinérantes à Montréal provenaient de l'extérieur, dont une moitié provenait des régions du Québec et l'autre moitié, du Canada ou de l'étranger. Cette migration des régions et banlieues vers Montréal, et son ampleur, souligne la nécessité de s'interroger sur la situation en dehors de la grande région métropolitaine.

Premier constat : selon les intervenants de Laval, **le phénomène prend de l'ampleur**.

De nouveaux groupes de population semblent touchés par la pauvreté croissante sur le territoire. Les conclusions de Développement des Ressources Humaines Canada (DRHC) en 1998, soulignaient que les personnes qui consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement sont considérées comme « à risque de devenir itinérantes » et celles consacrant plus de 50 % de leur revenu au logement sont considérées comme « à très grand risque de devenir itinérantes ». Cette réalité en plus d'affecter l'ampleur du phénomène, trace une ligne claire en pauvreté, accès au logement abordable et itinérance. A Laval, on estimait, lors du recensement de 2001, que 54 190 personnes vivaient sous le seuil de faible revenu, soit près de 20 % de la population. Et, selon la SCHL³, 19 000 ménages seraient en situation de besoins impérieux de logement. La SCHL estime notamment que 34 105 ménages lavallois doivent consacrer 30% et plus de leur revenu pour se loger.

² FORTIN, Jean-Pierre (2000). *L'itinérance à Laval : État de situation 2000*. Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval. 33 pages.

³ Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Rapport sur le logement locatif, 2003

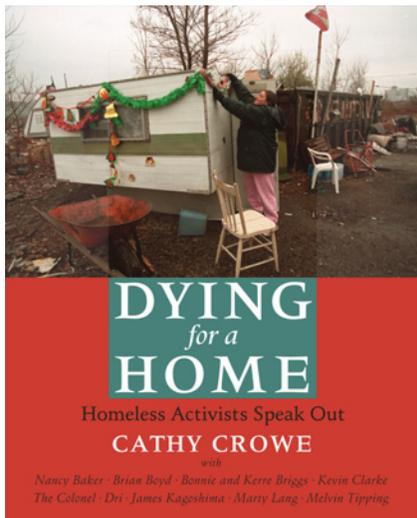
Deuxième constat : les intervenants parlent de moins en moins de facteurs individuels pour expliquer le phénomène au profit des **facteurs sociaux**. En effet, les intervenants rencontrés nous ont mentionné avoir observé une transformation du phénomène de l'itinérance à Laval depuis 2000; **une population de plus en plus fragilisée, des conditions sociales et économiques beaucoup plus difficiles et répandues**. La majorité des personnes interrogées ont abordées directement la question sous l'angle de la pauvreté, du manque de logement abordable, d'un Laval en profond changement, de la précarité d'emploi, de la détresse de plus en plus importante de plusieurs familles, de l'instabilité de plus en plus grande, de désespoir, de perte d'identité, d'angoisse, d'insécurité.

Troisième constat : les intervenants de Laval parlent de l'amélioration des services offerts par leurs organismes mais notent parallèlement une dégradation globale des services face à l'augmentation d'une partie importance de la population de plus en plus fragilisée. Si les organismes sont importants et présents tant en nombre et qu'au niveau de leur diversité d'action, certains **trous de services** semblent néanmoins observables, notamment en ce qui à trait à l'hébergement et plus particulièrement à **l'hébergement d'urgence**. La recherche s'est amorcée à Laval au moment où était annoncée la fermeture de la seule maison d'hébergement d'urgence dédiée aux personnes sans abri sur le territoire. Plusieurs intervenants ont mentionnés que face cette réalité, ils se voyaient contraint de référer et d'accompagner des personnes en urgence vers Montréal.

Ce bref aperçu des résultats de la recherche, donnera, nous l'espérons, l'envie au lecteur de consulter le rapport complet de la recherche et ultimement permettra d'amorcer une réflexion sur la question des fragilités sociales et notamment sur son impact en région.

Pour informations, contactez TRIL au (450) 662-6444.

Cathy Crowe, infirmière de rue à Toronto depuis près de 20 ans, et militante reconnue à l'origine du Toronto Disaster Relief Committee, sort un livre consacré au militantisme en itinérance.



Le livre est disponible en anglais seulement et sera en vente à la mi-avril.

Spectacle-bénéfice des finissants de l'École Nationale de l'Humour au profit de Carrefour jeunesse Longueuil Rive-Sud, présenté à l'auditorium du Collège Champlain, 900, Riverdale Drive à St-Lambert
Vendredi 25 mai 2007 à 20h
Billets 15\$
Réservations : 450-677-9021 #221 ou 222

ASSEMBLÉE PUBLIQUE POUR UNE POLITIQUE EN ITINÉRANCE

organisée par le RAPSIM le **Mercredi 18 avril**, au Centre St-Pierre, 1205 Visitation, Montréal, à 13h30.
En présence de : Dan Bigras, artiste, Audrey Côté, rédactrice en chef de L'itinéraire, et Réjean Thomas, Médecins du monde-Projet Montréal (*à confirmer)*
Logement, Judiciarisation, Financement : venez entendre ce que le milieu vit et propose.
Bienvenue à tous et toutes, pour information et inscription, téléphoner au (514) 879-1949.

COLLOQUE DU COLLECTIF DE RECHERCHE SUR L'ITINÉRANCE, LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

Vendredi 25 mai 2007 à Montréal
LES REFUGES

Thèmes : les usagers et la vie quotidienne dans les refuges; la mission des refuges aujourd'hui; les pratiques innovatrices et les alternatives aux refuges et à l'hébergement d'urgence

Pour informations :
Coordonnatrice : **Carolyne Grimard**
Téléphone : (514) 987-3000 #4305

Le logement social avec soutien communautaire pour les personnes itinérantes

Montréal - le Jeudi 29 mars dernier, les locataires d'OSBL avec soutien communautaire nous ont livré une preuve éloquente que « **le logement social avec soutien communautaire, ça marche!** ». Lors d'un FORUM organisé par le RAPSIM sur ce même thème, locataires, gestionnaires et intervenantEs se sont relayéEs au micro pour témoigner des réussites de cette pratique et échanger sur les défis.

Il en ressort que plus que jamais, les groupes et leurs regroupements doivent lutter pour le financement du soutien communautaire par une enveloppe dédiée, respectueuse des pratiques extrêmement diversifiées, en regard des besoins tout aussi variés. Les organismes doivent aussi lutter pour que le programme AccèsLogis qui permet le développement de nouveaux logements sociaux soit renouvelé. L'excellente participation des locataires concernéEs est à souligner...plusieurs sont sortiEs raviEs et plus mobiliséEs que jamais.

Le FORUM s'est terminé dans une galerie d'art où avait lieu le vernissage d'une expo-photo sur le même thème : 53 locataires ont pris des photos de leur quotidien en logement social avec soutien communautaire...Les 3 photos gagnantes sont présentées ici. L'exposition itinérante se promènera d'un centre communautaire à l'autre.

Pour plus de détails sur le FORUM, les Actes du FORUM et pour voir les photos, visitez le site web du RAPSIM, www.rapsim.org



1er prix: Murielle Paré - Ma Chambre



2e prix: Christine Niewkirk - Réseau habitation femmes



3e prix: Karine Daignault - BCJ

EN SAVOIR PLUS SUR LE RSIQ

Coordonnatrice : **Nathalie Rech**
Téléphone : (514) 528-6466
Courriel : nathalie.rech@videotron.ca

Président : **François Roy**
Téléphone : (819) 246-6644
Courriel : f.roy_logemenoccupe@hotmail.com

Plusieurs pages d'information du RSIQ sur le www.rapsim.org